

16624020
REPUBLICQUE DU SENEGAL

MINISTERE DE LA FAMILLE,
DU DEVELOPPEMENT SOCIAL ET
DE LA SOLIDARITE NATIONALE

CELLULE DE SUIVI OPERATIONNEL
DES PROJETS ET PROGRAMMES DE
LUTTE CONTRE LA PAUVRETE

ETAT D'EXECUTION DES PROJETS DE LUTTE CONTRE LA PAUVRETE

Janvier 2004

PROJET DE LUTTE CONTRE LA PAUVRETE PLCP/FAD/FND

COUT GLOBAL : 15 Milliards de francs CFA

REGIONS COUVERTES : Dakar, Thiès, Diourbel, Tambacounda et Kolda

DUREE : 5 ans

Janvier 2004

BILAN DES ACTIVITES REALISEES PAR LE PROJET DE LUTTE CONTRE LA PAUVRETE (PLCP/FAD/FND) EN 2003

Composante du projet	Réalisations	Financement Global alloué	Financement exécuté	Taux d'exécution	Engagement	Taux d'engagement	Observations et perspectives
Composante 1 Renforcement des capacités des bénéficiaires et des partenaires		2.919.651.200	1.092.635.136	37 %	653.544.879	23%	
	<p><u>1. Volet alphabétisation/ Formation</u></p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Recrutement du MOD en alphabétisation la SAFEFOD, le 30 Octobre 2002 ; ▪ Elaboration d'un plan directeur de formation en Mai 2003 ▪ Signature de 02 protocoles avec le CONGAD et la Direction de l'Alphabétisation et de l'Education de Base (DAEB) respectivement pour le suivi des ONG dans la mise en œuvre des activités et pour le suivi/évaluation du programme d'alphabétisation ; ▪ Recrutement de 30 ONG opérateurs du volet alphabétisation ; ▪ Conception de la méthodologie et des contenus de formation par le MOD et mise à niveau des opérateurs (ONG) sur les outils du programme ; ▪ 40 formateurs et 60 superviseurs formés (1^{ère} cohorte) ; ▪ 18 000 représentants de bénéficiaires alphabétisés pour la première cohorte ; ▪ Mise en place de l'appui institutionnel aux opérateurs en alphabétisation en août-septembre 2003 ; ▪ 600 facilitateurs formés à partir du 15 septembre 2003 ; ▪ Acquisition et mise en place des manuels d'alphabétisation destinés à première cohorte ; <p><u>Sensibilisation et IEC</u></p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Elaboration du plan d'exécution du programme de sensibilisation ▪ Etude du milieu et identification des besoins et des thèmes de sensibilisation ▪ Recrutement du Cabinet OFBD MARKETING chargé du volet information, Education, Communication (IEC), le 30 décembre 2002 ; ▪ Réalisation des reportages radio-télévisés et d'articles au niveau de la presse écrite pour la couverture des activités du Projet ; ▪ Production du dernier lot de supports secondaires par le Cabinet 						<p>Les réalisations ainsi décrites s'inscrivent dans la phase préparatoire des activités opérationnelles à mener au profit des populations bénéficiaires prévues pour l'année 2003.</p> <p>Il s'agissait de préparer les conditions d'appropriation du projet par les populations en vue d'une meilleure pérennisation des activités.</p> <p>La composante renforcement des capacités intègre des activités d'alphabétisation, de formation thématique et technique, d'information et sensibilisation de mise à disposition de moyens d'intervention pour les bénéficiaires et les partenaires institutionnels</p>

OFBD dans le cadre des activités événementielles : 2000 tee-shirts, 1000 casquettes et 600 foulards en août 2003 ;

- Recrutement et mise à niveau des 145 relais chargés d'assurer la communication sociale des populations bénéficiaires en septembre 2003 ;
- Production des affiches et guides de sensibilisation en septembre 2003

2. Renforcement de capacités des partenaires

- CSO-PLCP/MFDSSN : 1 véhicule 4x4, 1 ordinateur portable ; le véhicule a été remis au Cabinet sur sa demande ;
- Cabinet MFDSSN : 1 ordinateur portable et une imprimante ;
- DSDS/MFDSSN : 1 ordinateur portable et une imprimante ;
- DDC/MFDSSN : un photocopieur
- DPS/MEF ; **1 véhicule 4x4, 2 micro-ordinateurs** pour la Direction nationale, **5 micro-ordinateurs et 5 motos** pour les services régionaux ;
- Direction de l'expansion Rurale : **15 motos pour les CERP** situés dans les départements prioritaires ;
- **15 ONG chargés** de l'encadrement technique des **bénéficiaires 90 Millions et ONG 120 Millions : Total 120 millions soit un budget global de 210 Millions ;**
- élaboration du plan de formation spécifique
- **Mise à niveau des ONG** sur le canevas d'élaboration des micro-projets
- **18 séminaires de formation** sur les thèmes suivants : Micro finance et gestion de projets, genre et participation, planification budgétaire, élaboration de plans d'actions

COMPOSANTE 2 : Micro-finance et AGR		3.075.626.400	1.287.855.500	42 %	1.510.137.750	49%	
	<p>Réalisation d'études pour disposer d'une stratégie adaptée au groupe cible (bouclées Avril 2002)</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Etude sur les créneaux ; ▪ Diagnostic des Structures de Financement Décentralisé (SDF) ; ▪ Diagnostic des caisses de base ▪ Mise en place de systèmes de crédits adaptés aux pauvres <p>Recrutement des partenaires d'exécution</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Recrutement de 15 ONG chargé de l'encadrement techniques des bénéficiaires en novembre 2002 ; ▪ Signature d'un protocole avec la Cellule AT/CPEC/MEF pour suivi/évaluation des activités de micro -crédit ; ▪ Sélection et Recrutement de 9 réseaux et ONG signataires de la Convention cadre en 2002 ; ▪ Recrutement de 2 bureaux d'études pour la formation des partenaires en cours de novembre 2003. <p>Mobilisation des fonds de crédit</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Planification prévisionnelle des financements et des décaissements ▪ Suivi de la mobilisation des fonds de contrepartie 2001, 2002 et 2003 ; ▪ Affectation des fonds de contrepartie aux SFD ; ▪ Transmission des demandes de décaissement à la BAD ; ▪ Mobilisation de la première tranche du fonds de crédit de la BAD. <p>Supervision des activités des ONG en charge de l'encadrement technique des bénéficiaires</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Assistance des bénéficiaires à l'identification des créneaux porteurs par les ONG ; ▪ Elaboration de plus de 5.000 requêtes par ces ONG pour un montant de 2 177 000 000. ▪ Allocation des fonds de crédits ▪ Supervision des activités des ONG <p>Suivi du financement des projets par les SFD</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Financement de 4036 projets pour un montant de 1003 549 510 F CFA avec 18 931 bénéficiaires ▪ Suivi financier et recouvrement des crédits à hauteur de 91% des prêts échus <p>Mise en place de Caisses Locales d'Epargne et de Crédit</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Identification et organisation des caisses existantes ▪ Création de 600 nouvelles Caisses Locales d'Epargne et de Crédit (CLEC) ▪ 3000 responsables de Caisses Locales d'Epargne et de Crédit formé en organisation et promotion des CLEC ▪ Acquisition des mobiliers, coffres-forts et documents de gestion pour les 600 CLEC ▪ 1800 responsables de CLEC formés à la gestion financière des AGR financés 						<p>Les réalisations ainsi décrites s'inscrivent dans la phase préparatoire des activités opérationnelles à mener au profit des populations bénéficiaires prévues pour l'année 2003</p> <p>Une base de données sur les créneaux porteurs de diagnostic institutionnels et les systèmes de crédits adaptés aux pauvres sont disponibles.</p> <p>Le Projet après un exercice de négociation avec les SFD a pu mettre en place un système de crédit avec guichets adaptés à la situation , aux besoins et potentiel de chaque catégorie de cibles.</p> <p>Avec cette composante, le Projet a eu à financer en fonction de la demande des activités destinées à augmenter les revenus des bénéficiaires ou à créer des opportunités d'emplois et de revenus sur les groupes vulnérables qui n'en disposent pas, par l'offre de services de proximité adaptés en matière de micro-finance soutenu par un important dispositif de formation adaptée et fonctionnelle</p>

Composante 3 : Infrastructures, Equipement Hydraulique		6.118.200.721	770.977.964	13 %	4.107.963.151	67%	
	<p>Volet infrastructures socio-communautaires</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Signature en Août 2001, de la Maîtrise d’Ouvrage Délégué (MOD) pour le volet Génie civil de l’AGETIP ; ▪ Finalisation et approbation par la BAD du programme architectural en mars 2003 ; ▪ Réalisation en cours de 44 modules dans 35 communautés de bases : 16 cases foyers, 14 cases des tout-petits et 14 cases de santé ; ▪ Recrutement en juin 2003 des maîtres d’œuvre et des entreprises de génie civil ▪ Les travaux de construction ont démarré au mois d’Août 2003, sous la supervision de 3 bureaux maîtres d’œuvre recrutés par l’AGETIP et qui assurent le contrôle. Les délais d’exécution sont de six mois pour les lots de Thiès, Diourbel et Dakar et de 8 mois pour ceux de Tamba et Kolda ; ▪ Les premières réceptions de ces infrastructures sont prévues entre le mois de décembre 2003 et janvier 2004, pour les régions de Dakar, Thiès, Diourbel. Pour les autres régions, les réceptions devraient avoir lieu en avril 2004 <p>Volet Hydraulique financé par le FND</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Recrutement en août 2002 du Groupement du bureaux d’études nordique et sénégalais : COWI/AISB ; ▪ Réalisation des études complémentaires pour le programme hydraulique ; ▪ Recrutement de deux entreprises hydrauliques pour la réalisation des ouvrages : CDE et SVTP bouclé en octobre 2003 ▪ Durée d’exécution de 11 mois pour les infrastructures hydrauliques à compter du mois d’octobre 2003. Réception des 120 puits et 65 latrines prévue au mois d’Août 2004 ▪ Processus d’acquisition des équipements hydrauliques en phase finale : adjudication définitive attendue pour les pompes manuelles, solaires et électropompes. Une procédure parallèle relative à l’acquisition de 35 Electropompes thermiques et 25 électropompes solaires en cours. Les adjudications provisoires ont été prononcées en date du 13 octobre 2003 et les résultats de l’évaluation soumis au FND pour avis 						<p>Au titre de cette composante, le projet finance des activités qui contribuent à l’amélioration de l’accès aux services sociaux de base et les conditions de travail des groupes vulnérables.</p> <p>Malgré le retard enregistré dans la mise en vigueur du prêt, la composante, IEH a connu des progrès.</p> <p>En effet, La revue conjointe de la coopération entre le Sénégal et le FND (novembre 2003) a consacré le projet à la 6^{ème} catégorie qui correspond au meilleur classement possible pour l’exécution d’un programme</p>

Volet Equipements

- Relance de l'acquisition des équipements socio-communautaires (broyeurs, batteuses, , charrettes etc), par appel d'offres international, à partir du 30 /09/03. L'évaluation est en cours. Les premières livraisons devraient intervenir en avril, mai 2004 ;
- Les équipements et mobiliers destinés aux infrastructures en construction ont été spécifiés, en rapport avec les bénéficiaires mais aussi les services compétents du Ministère chargé de la Petite Enfance et celui de la Santé. Le dossier de consultation a été élaboré et soumis à la Banque

--	--	--	--	--	--	--	--	--

Composante 4 : GESTION		1.713.812.620	480.886.924	28 %	36.793.955	2%	
	<ul style="list-style-type: none"> - Information et sensibilisation des partenaires ; - Elaboration du plan global de passation des marchés en juin 2002 ; - Réalisation de l'étude du milieu (en vue de la sélection des 600 communautés de base devant accueillir les interventions du Projet en juin 2002 ; - Elaboration du manuel des opérations et procédures administratives et financières finalisé en juillet 2002 ; - Mise en place du cadre de partenariat à travers des protocoles, conventions et contrats ; - Suivi de la gestion comptable et financière du Projet ; - Audit comptable et financier pour les exercices 2001 et 2002 ; - Suivi des recommandations des missions de supervision trimestrielles du bailleur ; - Mise en place de l'appui institutionnel aux partenaires institutionnels et d'exécution ciblés par le rapport d'évaluation du projet ; - Préparation des dossiers financiers pour le fonds de crédit, le compte spécial et les paiements directs ; - Suivi et mobilisation des fonds de contre partie - Coordination et supervision des interventions des différentes parties prenantes ; - Mise en place et suivi du fonctionnement régulier des Comités de pilotage (Comité national de Pilotage (CNP) Comité Régionaux de Pilotage (CRP), Comités communaux de pilotage (CCP) et Comités Locaux de Pilotage (CLP) - Production de rapports d'activités et financiers ; - Coordination avec les partenaires institutionnels et d'exécution - Organisation d'un atelier valant un bilan interne à mi-parcours et qui a permis de planifier l'exécution du Projet en juillet 2003 						<p>Le Projet fera l'objet d'une revue à mi-parcours qui devra déterminer le niveau de réalisation final avant la clôture fixée en décembre 2004</p>

**AGENCE FONDS DE DEVELOPPEMENT SOCIAL
AFDS/BM**

COÛT GLOBAL : 30 Millions de \$ US

REGIONS COUVERTES : Dakar, Fatick, Kaolack, Louga et Kolda

DUREE : 3 ans

Janvier 2004

**BILAN DES ACTIVITES REALISEES PAR LE PROJET AGENCE DU FOND
DE DEVELOPPEMENT SOCIAL (AFDS) 2003**

Composantes du projet	Réalisations	Financement Global alloué	Financement exécuté	Taux d'exécution	Engagement	Taux d'engagement	Observations et perspectives
Composante 1 : Renforcement des capacités groupes vulnérables	1013 Villages pour 56 Communautés Rurales, 13 départements et 6 régions	1.672 440 000	151 085 223	9,03 %	113 604 438	6,79%	
	<p>1.1. Conception d'un manuel de procédure ;</p> <p>1.2. Elaboration d'une banque de données en Formation de Gestion à la Base (FGB) qui porte sur l les formateurs, les structures de formation et d'appui conseil ;</p> <p>1.3. Définition d'un package de modules en direction des communautés à la base qui comprend : la planification et gestion des micro-projets, gestion financière des micro-projets, planification et gestion des sous-projets, gestion financière des sous-projets, gestion marketing, gestion des AGR, organisation, la dynamique communautaire et passation des marchés ;</p> <p>1.4. l'analyse et la conception d'outils : un noyau de formateurs de huit seniors et huit juniors pour effectuer l'analyse des besoins et la conception des outils pédagogiques ;</p> <p>1.5. l'appui à la conception et la finalisation des guides de passation des marchés et de gestion financière simplifiée</p> <p>1.6. Des évaluations de besoins en formation réalisées</p> <ul style="list-style-type: none"> - 16 formateurs en FGB recrutés et opérationnels - 300 relais communautaires privés - 8 modules de formation en gestion à la base conçus et testés (passation des marchés, dynamique, communautaire, gestion financière, marketing, suivi participatif) - 450 sessions de formation organisées dans 276 villages et quartiers - 2 700 leaders des organisations de base formés - des sessions de démultiplication pour 60 000 bénéficiaires 					<p>Les réalisations ainsi décrites s'inscrivent dans la phase préparatoire des activités opérationnelles à mener au profit des populations bénéficiaires prévues pour l'année 2003.</p> <p>Il s'agit de mettre en place une stratégie novatrice permettant aux populations de se prendre en charge sur une période relativement plus courte que par le passé avec l'approche « Formation en gestion à la Base » notamment la gestion des micro-projets et la gestion en AGR.</p> <p>Il existe actuellement des noyaux de gestionnaires à la base spécialisés en gestion organisationnelle et passation des marchés, en gestion financière en planification etc...</p>	

COMPOSANTE 2 : Micro- finance et AGR		5.340.047 000	368.540.392	6,9%	1 168 165 591	21,87%	
	<p>2.1. Mise à jour et enrichissement du manuel de procédure de la composante validé et approuvé en Octobre 2001 par l'Assemblée Générale et l'IDA ;</p> <p>2.2. Recrutement de l'Assistant Technique, Expert en Micro-finance chargé d'assister l'Unité d'Appui à la Micro-Finance (UAMF) dans l'instruction, l'évaluation et la Sélection des dossiers de sous projets des SFD ;</p> <p>2.3. Sélection des Opérateurs d'Appui à la Micro-Finance (OAMF) chargés d'encadrer les populations dans l'élaboration des projets d'AGR ;</p> <p>2.4. Sélection des SFD chargés d'octroyer des crédits aux OCB</p> <ul style="list-style-type: none"> - 6 opérateurs recrutés suivant une procédure d'appel public à la concurrence - 275 sous projets identifiés, approuvés et en début de réalisations - 2 accords de financement avec DIOMECE et FDEA 						<p>L'AFDS est actuellement dans sa phase opérationnelle avec le financement et la mise en œuvre effective des sous-projets(AGR). Les sous-projets sont sélectionnés à la base par des comités techniques d'évaluation (CTE) présidés par les Gouverneurs.</p> <p>Des évaluations Participatives de la Pauvreté (EPP) destinées à avoir des situations de référence dans chaque localité et des Evaluations Participatives des Besoins (EPB) ont été organisées en vue de perspective des activités opérationnelles</p>

Composante 3 : Infrastructures, Equipement et Services Sociaux de Base		9.047.500.000	3 109 895 612	34,37%	481 707 445	5,32%	
	<p>3.1. Elaboration et mise à jour du manuel de procédure qui a fait l'objet de partage avec les opérateurs impliqués dans la mise en œuvre des activités et avec les communautés et partenaires ;</p> <p>3.2. Recrutement de l'assistance technique par le biais de services de consultants pour l'appui aux évaluations participatives de la pauvreté ;</p> <p>3.3. Détermination des critères de ciblage des communautés rurales et villages d'intervention du projet.</p> <p>3.4. recrutement des opérateurs chargés de la réalisations des évaluations participatives de la pauvreté (EPP) et des évaluations participatives des besoins (EPB) ;</p> <p>3.5. Réalisation des évaluations participatives des besoins (EPB) et des préalables pour l'appui aux communautés. Ce qui s'est traduit par la sélection d'OADC (Opérateurs d'Appui au Développement Communautaire) dont la mission est d'assister techniquement les communautés en les accompagnant dans le processus d'identification, de priorisation, de mise en œuvre et de suivi-évaluation des micro-projets financés par l'AFDS ;</p> <p>3.6. Mise en place des comités techniques des demandes de micro projets (CTE-DMP) soumis à l'AFDS par les OCB.</p> <ul style="list-style-type: none"> - 06 opérateurs recrutés suivant une procédure d'appel public à la concurrence opérationnel - 1032 rapports villages et quartiers disponibles avec des situations de référence pauvreté - une base de données village sur la pauvreté disponible - des indices de référence élaborés 						<p>Cette composante comprend <u>2 volets</u> :</p> <p>1. Accès aux services sociaux de base. Le coût d'un micro-projet est de 3.500.000 F CFA et ne demande pas une contrepartie financière des bénéficiaires</p> <p>2. Infrastructures et équipements de base dans les zones où il n'en existe pas. Elles sont financées pour un montant maximum de 21 000 000 F CFA avec une contribution des bénéficiaires à hauteur de 5% du coût du micro-projet en espèce ou en nature.</p> <p>Ces exercices participatifs ont permis au Projet de disposer de banques de données de base de référence sur la pauvreté et les besoins des populations qui pourraient difficilement supportées par les populations et les collectivités locales.</p> <p>Ils répondent ainsi à la volonté des locaux et les pouvoirs publics de promouvoir un développement local planifié et harmonisé selon une approche de terroirs villageois sous forme de Grappes de convergences.</p> <p>Au total les financements demandés par les OCB et approuvés sont 2 711 237 775 et représentant 269 micro-projets soit un coût moyen d'environ 9 930 013 par micro-projet et concernant principalement les infrastructures sociales : l'hydraulique (39%), la santé (27%), l'éducation (20%). On</p>

Composante 4 : Suivi de la pauvreté et Gestion du Projet		3.180.741.589	943 865 554	29,67%	38.300.048	1,20	
	<ul style="list-style-type: none"> - Gestion du Projet : Elle concerne toutes structures confondues AFDS, Direction de la Prévision et de la Statistique, Cellule de Suivi du DSRP (MEF) Cellule de suivi opérationnel (MFSSN) - Mise en œuvre de la convention entre le MFSSN et le MEF pour le financement des activités de la DPS dont notamment l'Enquête ESAM II), le réseau producteurs-utilisateurs d'information, les outils d'analyse, le modèle d'équilibre général calculable, l'observatoire de la pauvreté, base de données sur les infrastructures socio-économiques des communes du Sénégal - Conception et mise en œuvre d'un système d'information sur la pauvreté composé de quatre (4) modules distincts mais complémentaires conçus pour être techniquement intégrables et devant être installés à : (1) la DPS ; (2) la Cellule de Suivi du MEF ; (3) la Cellule de Suivi Opérationnel du MFSSN ; (4) l'AFDS ;. Ledit système d'information va s'ouvrir également aux autres projets du MFSSN à savoir le PLCP-FAD-FND et le PAREP - Finalisation, signature et mise en œuvre de la Convention entre le MFSSN et la Cellule de Suivi du MEF portant notamment sur le Portail/Gateway sur le Sénégal, la réalisation des plans d'actions des Ministères sectoriels - Finalisation, la signature et la mise en œuvre de la Convention entre le MFSSN et la DPS pour l'appui à la réalisation d'enquêtes économiques et le suivi de la pauvreté - Finalisation, signature et mise en œuvre avec la Cellule de Suivi Opérationnel des Projets et Programmes de Lutte contre la Pauvreté du MFSSN 						<p>Un accent particulier est également mis sur la collecte et la diffusion régulière d'informations relatives à l'exécution physique et financière du Projet, le suivi de l'impact à partir des éléments de référence issus des EPP et des EPB.</p> <p>Le processus de planification et de suivi/évaluation interne se base sur le Plan d'Opération et Budgets annuels (POBA) approuvés par la Revue annuelle conjointe et l'Assemblée Générale</p> <p>Des outils et supports en matière de planification et de suivi/évaluation sont disponibles</p>

PROGRAMME ELARGI DE LUTTE CONTRE LA PAUVRETE PELCP/PNUD

COÛT GLOBAL : 04 Milliards de Francs CFA

REGIONS COUVERTES : Dakar, Diourbel, Tambacounda et Saint-Louis

DUREE : 3 ans

Projet clôturé au mois de juin 2002 avec une phase transitoire jusqu'en avril 2003. Un nouveau Projet d'Appui à la Réduction de la Pauvreté (PAREP) d'un coût de 4.500.000 \$ US sera mis en place au mois de janvier 2004 et couvrira les régions de Saint-Louis, Diourbel, Tambacounda et Ziguinchor

Janvier 2004

BILAN DES ACTIVITES REALISEES PAR LE PROGRAMME ELARGI DE LUTTE CONTRE LE PAUVRETE (PELCP/PNUD) 2003

Composantes du projet	Réalisations	Financement Global alloué	Financement exécuté	Taux d'exécution	Engagements	Taux d'engagements	Observations
COMPOSANTE 1 RENFORCEMENT DES CAPACITES		1,006 Millions F CFA	1,006 millions F CFA	100 %	1,006 millions F CFA	100 %	
	<p>1.1. Au niveau de l'appui aux collectivités locales :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Mise en place des <u>Plans Régionaux de Développement intégré (PRDI)</u> à Saint-Louis, Diourbel et Tambacounda ; 2. Mise en place dans <u>45 collectivités locales d'un système de planification participative</u> qui a abouti à un programme d'investissement prioritaire dans chacune des localités ; 3. Mise en place des <u>Plans de Développement des quartiers (PDQ) accompagnés de plan d'action prioritaire</u> dans les quartiers de <u>Gourel Djadjie</u> et <u>Camp Navétanes</u> de Tambacounda, de <u>Ndayane</u> à Diourbel, des <u>Eaux et Claires</u>, <u>Diaminar</u> et <u>Khor</u> à Saint-Louis ; 4. Réalisation de <u>onze Plans Locaux de Développement (PLD)</u> dans les arrondissements du Département de Bambey ; 5. Financement de <u>l'assainissement urbain de la commune de Bambey</u> ; 6. Réalisation du <u>Plan d'Urbanisme de Référence (PUR)</u> à Bambey ; 7. Réalisation <u>d'un guide du conseil municipal</u> ; 8. Formation des élus locaux sur les lois de la décentralisation et la gestion des budgets ; 					<p>L'intervention du PELCP au début était essentiellement axé sur le renforcement des capacités en faveur des collectivités locales et OCB. La revue à mi-parcours en 2001 avait recommandé la création d'Antennes Régionales et la prise en compte des Moyens d'Existence Durable</p> <p>Les formations se sont déroulées dans les différentes zones d'intervention et près de 95% des bénéficiaires sont les femmes.</p>	

1.2. Formation technique et professionnelle des cibles sur les filières porteuses

1. Formation technique et professionnelle des bénéficiaires sur :

- Transformation des fruits et légumes ;
- Transformation des produits laitiers et carnés ;
- Fabrication de savons ;
- Teinture et sérigraphie ;
- Tannerie ;
- Poterie.

2. Formation dans le secteur agro pastoral :

- sur les nouvelles techniques agricoles ;
- sur les techniques d'embauche bovine et ovine pour reconstitution du cheptel décimé par les intempéries et l'accroissement de la production de viande et de lait ;
- Sur la porcherie
- Sur le maraîchage

3 Formations techniques sur la gestion des projets, la gestion financière et comptable des activités, la négociation, les évaluations et les IEC au profit des MPE et des promoteurs individuels.

4 Formation dans le domaine de la vulgarisation des droits de la Femme et de la CEDAW

Les Capacités des bénéficiaires ont été réellement renforcées et se reflètent dans leurs attitudes et comportements en matière d'entrepreneurship dans les différents domaines d'activités

Composantes du projet	Réalizations	Financement Global alloué	Financement exécuté	Taux d'exécution	Engagements	Taux d'engagements	Observations
COMPOSANTE 2 MICRO-FINANCE, AGR		872 Millions F CFA	872 Millions F CFA	100 %	872 Millions F CFA	100 %	
	<p>2.1. Création d'un fonds d'appui aux initiatives locales (FAIL) d'un montant de près de 400 millions de F CFA dans les <u>communautés rurales de Lambaye, Baba Garage et à Kéniaba</u> (Tambacounda) au profit des populations rurales pauvres. Le FAIL est un mécanisme qui permet aux populations bénéficiaires de pouvoir lier <u>AGR et GRN</u> pour préserver l'environnement et accroître leur revenu.</p> <p>2.2. Mise un place d'un fonds d'appui aux services non financiers auprès d'Africare pour l'appui aux promoteurs et aux institutions de financements partenaires du programme à Tambacounda.</p> <p>2.3. Mise en place de lignes de crédit auprès des institution de financement pour le financement des AGR : -Mutuelle des artisans (CMECAT) :30 millions -Gec des femmes(JIGGI SEMBE) :10 millions pour le financement des micro-projets à Tambacounda . Cette dotation a permis de financer <u>149micro- projets en provenance de 30 G.I.E</u> (avec <u>457 bénéficiaires dont 395 femmes</u>) et <u>119 promoteurs</u> individuels. Ainsi 240 emplois ont pu être créés et 217 consolidés)</p> <p>2.4. Mise en place d'un Fonds d'Appui aux Initiatives Locales pour l'Environnement Urbain (FAILEU) dans la commune de Bambey pour le financement des activités génératrices de revenus et pour l'enlèvement des ordures ménagères de la ville de Bambey.</p> <p>2.5. Mise à la disposition de l'ASACASE d'un fonds de 60 Millions pour le financement des activités génératrices de revenus sous forme de crédit revolving dans les zones de Diourbel et Guinaw-rail, <u>301 micro-projets</u> ont été financés et <u>456 emplois</u> créés au 31 Juillet.</p>						<p>Pour le volet micro finance/AGR les montants couvrent à la fois le financement des AGR et les services non financiers. Cette démarche a abouti à un transfert de responsabilité aux populations à travers leurs propres mécanismes d'auto-développement. Elle a permis ainsi l'émergence de MEC et l'agrément de MEC fonctionnelles</p> <p>L'expérience a été capitalisée et en cours de modélisation sous forme de meilleures pratiques en matière de Moyens d'Existence Durable</p>

	<p>2.6. Mise en place d'une petite unité de Tannerie à Ndingy par le groupement des femmes de la localité et création d'une autre unité de tannerie à Diourbel.</p> <p>2.7. Création d'unités de savonnerie, à Saint-Louis, Tambacounda, Diourbel et Guinaw-rail par les groupements de femmes.</p> <p>2.8. Création d'unités de transformation de jus de fruits à Guinaw-rail, Saint-Louis, Tambacounda et Touba.</p> <p>2.9. Création d'unités de teinture à Saint-Louis, Tambacounda, Diourbel et Guinaw rails par les groupements de femmes.</p> <p>2.10. Création d'une unité de poterie, Tambacounda pour la valorisation des métiers traditionnels.</p> <p>2.11. Création d'étables laitières et d'embouche bovine et des porcheries pour les groupements et promoteurs identifiés dans la région de Tambacounda.</p> <p>2.12. Mise en place, avec l'ONUDI, dans le cadre du programme intégré, de mécanismes d'appui aux MPE dans la région de Saint-Louis avec la création de projets pilotes dans la transformation des produits halieutiques et agro-alimentaires.</p>					<p>Ces activités génératrices de revenus sont logées dans des infrastructures construites ou réhabilitées par le Projet. Elles représentent une valeur ajoutée certaine en termes d'emplois, de revenus et d'amélioration des conditions de travail, d'hygiène et de sécurité du travail</p>
--	------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	--	--	--	--	----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------

6.2. Produire annuellement un bilan des actions de lutte contre la pauvreté	Bilan annuel des actions de lutte contre la pauvreté produits	bilan produit																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																								
-----------------------------------------------------------------------------	---------------------------------------------------------------	---------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--

	6.6. Organiser annuellement une journée de sensibilisation et d'information sur les PLCP	Journée sur la pauvreté organisée	Nombre de participant, Rapports élaborés																									CSO / PROJETS
	6.7. Promouvoir la coopération inter projets et programmes en matière de communication	Coopération inter projets et programmes en matière de communication renforcée	Nombre de projets impliqués par type de coopération																									CSO / PROJETS
7. Elaborer et mettre en oeuvre un programme de renforcement des capacités des agents impliqués dans le suivi des P.L.C.P	7.1. Programme de formation en: • Suivi et évaluation des projets • Planification et exécution des Projets • Procédures de passation des marchés.	capacités d'intervention des agents renforcées	Nombre des agents impliqués																									CSO / PROJETS
	7.2. Programme de formation en Planification stratégique et opérationnelle selon le genre	Planification stratégique et opérationnelle selon le genre accomplie	Nombre des femmes/ hommes impliqués																									CSO / PROJETS